

## **Agents prévention et sécurité : Poudre au yeux sécuritaire et attaque sur la Vie Scolaire**

Hollande et Peillon multiplient les tentatives pour donner l'illusion du grand changement annoncé dans l'éducation et officiellement entamé avec la grande concertation nationale. Mais les quelques saupoudrages et effets d'annonces ne suffiront pas à compenser la politique de la terre brûlée des années précédentes. Dernier en date, voici que les APS (agents prévention et sécurité) s'installent dans les établissements sensibles. Promesse de campagne du candidat Hollande, ce sont 500 nouveaux postes précaires (un nombre dérisoire - 5 par département en moyenne) qui sont créés à la va vite ici et là sur le territoire avec pour mission de « *prévenir les situations de violence* ».

Entre vigiles et surveillants, ils sont recrutés à bac+2 directement par le chef d'établissement et selon les conditions d'emploi des assistants d'éducation pour une période minimale de trente-neuf semaines et maximale de quarante-cinq semaines. Les heureux élus doivent justifier d'une « *expérience avec la jeunesse* » et sont affectés dans des établissements choisis au regard du nombre de signalements d'incidents et de conseils de discipline, du taux d'absentéisme, et du nombre d'élèves exclus définitivement. **Ces surveillants à part doivent notamment intervenir en cas de conflit et assurer le lien avec les forces de l'ordre en cas d'incident grave...**

Alors même que les ateliers de concertation du ministère établissent l'urgence de recréer une « *école bienveillante* » par la pérennisation d'emplois

stables, un travail en équipes, l'amélioration de l'accueil, une attention particulière portée au décrochage... le gouvernement impose sans concertation une orientation inverse, faisant une fois de plus basculer les établissements sensibles dans le sécuritaire au détriment de choix éducatifs émancipateurs. La mise en place des APS démontre une fois de plus la méconnaissance totale des raisons de la violence scolaire.

Ce « nouveau métier » s'inscrit dans une lignée déjà (trop) longue : portails électroniques, vidéo-surveillance, débat récurrent sur le port de l'uniforme, équipes mobiles de sécurité...

**Entre dénaturation sécuritaire et restructuration libérale par la précarité et les suppressions massives de postes de surveillants et CPE, la Vie scolaire est en état d'urgence !**

La violence n'a fait qu'augmenter au gré de la disparition des services publics de proximité. Toutes les expériences allant dans le sens du tout sécuritaire ont démontré leur inefficacité en ne faisant que jeter de l'huile sur le feu sans jamais se donner les moyens de prendre à bras le corps les problèmes sociétaux cristallisés dans les quartiers sensibles et qui stigmatisent une jeunesse laissée à l'abandon. Les choix d'affectation et la fonction des APS s'inscrivent en toute logique dans la constitution des zones de sécurité prioritaires annoncées par le ministre de l'Intérieur et apparaissent comme un nouveau signe de répression en direction de la jeunesse.

- **SUD éducation réaffirme l'importance fondamentale de créer massivement des emplois de vie scolaire pérennes et bénéficiant d'une réelle formation.**
- **SUD éducation appelle à refuser le recrutement d'APS en Conseil d'administration.**
- **Refusons la précarité des personnels, les politiques sécuritaires et autoritaires de l'éducation. Plus que jamais réclamons une autre école pour une autre société... solidaire, égalitaire et démocratique.**